

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT REMY

8 avenue Louise Michel
Les corvées - la croix St Jacques
28500 Vernouillet

Références : IC250243
Code AIOT : 0010003921

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement SAINT REMY implanté 8, avenue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT REMY
- 8, avenue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010003921
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Implantée depuis 1982 à Vernouillet, la société TPM SAINT REMY est un site soumis à enregistrement pour la rubrique 2565-2-a. Il s'agit d'un atelier comportant 2 lignes de traitement de surface.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
8	Conformité de la vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.1.	Demande d'action corrective	60 jours
9	Autosurveillance - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.8.4.	Demande d'action corrective	60 jours
10	Conformité - Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Etat des installations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.II.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.1.1.	/	Sans objet
2	Etude des installations - Plans	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.1.1.	/	Sans objet
3	Suite APMD - Hauteur cheminées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.3.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
4	Conformité des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Conformité - Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.6.	/	Sans objet
6	Conformité du traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.8.6.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.1.1.
Thème(s) : Situation administrative, Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations
Prescription contrôlée : [...] <p>Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
Constats : <u>Constat du 14/03/2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant présente l'état des stocks du site. En 2024, il était notamment stocké de l'acide chlorhydrique, de l'acide sulfurique, de la soude. L'exploitant a également présenté l'état des stocks anticipé pour l'année 2025. L'inspection des installations classées constate que le volume présent sur site respecte le volume de 10 021 L définit dans l'APC du 29/11/2013 concernant la seule rubrique du site (2565.2.a)). <u>Témoignage :</u> L'exploitant explique que les stocks ont un peu diminué suite au démantèlement de la ligne de traitement nommée "chaîne n°2" (au centre du bâtiment). Une nouvelle ligne va être installée. <u>Constat :</u> pas d'écart constaté. Pour rappel, avant l'installation de sa nouvelle chaîne de traitement, l'exploitant devra déposer un rapport à la connaissance au Préfet afin d'informer de la modification (substantielle ou notable) de son activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant devra porter à la connaissance du Préfet la modification de la chaine de traitement n°2. Pour la réalisation de ce dossier, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est recommandé d'être accompagné d'un bureau d'étude spécialisé.</p> <p>L'exploitant devra également s'assurer qu'il respecte l'ensemble des prescriptions de l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales relatif à la rubrique 2565 (arrêté du 09/04/2019).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etude des installations - Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.1.1.
Thème(s) : Situation administrative, Etude des installations - Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 14/03/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente un plan de l'atelier à jour, indiquant la localisation des installations suite au démontage de la chaine de traitement n°2. L'ensemble des cuves de traitement, la station d'épuration, les chaine en activité et celle à démonter sont présents sur le plan.</p> <p><u>Constat :</u> pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite APMD - Hauteur cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des cheminées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.3.7. de l'AP d'Autorisation du 29/02/2000 :</u></p> <p>La hauteur des cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p><u>APMD du 29/06/2021 :</u></p>

L'exploitant respecte dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 1.3.7. de son arrêté préfectoral d'autorisation du 20 février 2000 en s'équipant de cheminées d'une hauteur supérieure ou égale à 10 m.

Constats :

Non-conformité de la VI du 05/02/21 : La hauteur des cheminées est inférieure à 10 mètres.

Réponse de l'exploitant du 09/05/2022 :

"- Pose du support acier de la cheminée le 04/05/2022 par le société CML Letellier

- La cheminée est en fabrication dans les ateliers de la société Siebec. Pose et raccordement prévus pour Juillet - Août 2022."

Constat du 14/03/2025 :

L'exploitant présente la facture de la fabrication de la cheminée en date du 20/06/2022. La hauteur de 10 m est respectée. Le diamètre de la cheminée est de 700 mm. Le haut de la cheminée est dépourvu de chapeau.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que la cheminée est bien construite.

Constat : pas d'écart constaté.

La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 05/02/2021 et ayant entraînée une mise en demeure par arrêté du 29/06/2021 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Conformité des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

[...]

-les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Constats :

<p><u>Non-conformité de la VI du 05/02/2021</u> : L'exploitant ne réalise pas une estimation de ses émissions diffuses.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 09/05/2022</u> :</p> <p>"- Nous allons faire la demande à la société Bureau Veritas pour un prélèvement des émissions diffuses dans l'atelier qui sera effectué, de manière annuelle, en même temps que le contrôle des rejets atmosphériques.</p> <p>- Pour rappel, aucun solvant n'est utilisé dans notre production."</p> <p><u>Constat du 14/03/2025</u> :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le dernier rapport de prélèvement des émissions diffuses en date du 02/09/2024 (référence : 10887816/3.2.2.R.), il conclut à un respect des VLE.</p> <p>Le rapport précédent était en date du 04/09/2023 et le prochain aura lieu en septembre 2025.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p> <p>La non-conformité relevée lors de la visite du 05/02/2021 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conformité - Ressource en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité - Ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un poteau de 100 mm normalisé (NFS 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 100 m de l'entrée principale du bâtiment, par les chemins praticables.</p> <p>Il met en place des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 18/02/2021</u> : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les moyens existants sur le site sont appropriés au risque incendie. L'exploitant ne connaît pas le débit du poteau incendie de la commune. L'exploitant possède environ 7 extincteurs dans l'atelier.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant</u> :</p> <p>"- Nous avons fait la demande et réception du Procès Verbal d'essai hydrant concernant le Poteau n°68 de l'Avenue Louise Michel, réalisé le 28/01/21 à la mairie : 2,9 bars ; et 70 m³/h avec une pression d'essai à 1 bar. Conclusions : Hydrant conforme aux prérequis et ne comportant aucune anomalie technique."</p> <p><u>Constat du 14/03/2025</u> :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le dernier rapport de vérification du poteau incendie en date du 10/07/2024. Il indique : 2,70 bar en statique ; 83 m³/h sous une pression de 1 bar.</p> <p>Le rapport conclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le poteau est en conformité mécanique et hydraulique. - qu'une bouche à clef est présente. - que l'hydrant est disponible. <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité du traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.8.6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité du traitement des déchets
Prescription contrôlée : Registre des sorties de déchets L'élimination (par le producteur ou un sous traitant) des déchets qui n'ont pu être valorisés sur le site, fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés pendant une durée minimale de trois ans.
Constats : <u>Non-conformité de la VI du 18/02/2022</u> : L'exploitant n'est pas en capacité de justifier la destination finale d'élimination de ses déchets dangereux (boues contenant des éléments métalliques). <u>Constat du 14/03/2025 :</u> L'exploitant présente le registre des déchets du site en date du 07/03/2025. Les derniers bordereaux sont datés du 22/03/2022 et du 09/12/2020. Le bordereau présenté est le BSD-20250305-QJ6WY2RGY. Il s'agit de 4 800 kg de boue d'hydroxyde de fer classée en 110109*. Les déchets sont envoyés à SARP Industrie dont le code de traitement est D9. L'exploitant indique que ces boues sont stockées dans des algeco grillagés et fermés à clef le long de la clôture est du site. L'inspection des installations classées constate leur présence lors de la visite. Constat : pas d'écart constaté. La non-conformité relevée lors de la visite du 18/02/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : [...] - la date de l'expédition du déchet ; [...]

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
- [...]
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- [...]
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- [...]
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Constat du 14/03/2025 :

L'exploitant présente un registre de suivi des déchets sortants du site. Les éléments inscrits pour chaque déchet dans le registre sont les suivants : code, poids, bordereau de suivi, destination, numéro du bon de transport, type de traitement et code de traitement.

L'inspection des installations classées précise à l'exploitant, qu'un registre des déchets peut être généré à partir de la plateforme Trackdéchets.

Constat :

Le registre des déchets du site ne présente pas l'ensemble des éléments attendus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 60 jours**N° 8 : Conformité de la vérification électrique****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.1.**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité de la vérification électrique**Prescription contrôlée :****Mesures de prévention**

[...]

Installations électriques

[...]

L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980).

[...]

Constats :

Non-conformité de la VI du 18/02/2022 : Les installations électriques ne sont pas conformes .

Réponse de l'exploitant du 09/05/2022 :

"Nous avons mis en place un plan d'action prévisionnel avec devis associé :

- Changement de l'armoire électrique générale du bâtiment prévue pour fin 2022
- Mise aux normes de l'électricité de la partie Bureaux fin 2022
- Mise aux normes de la partie Machine / Atelier pour fin 2023 - début 2024"

Constat du 14/03/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant présente le dernier rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques en date du 04/07/2024 (référence : 11602266/2.3.2.R). Il conclut qu'il y a 39 écarts. Le rapport de vérification périodique du 14/06/2023 faisait apparaître 56 observations qui ont entraîné des actions de la part de l'exploitant.

L'armoire électrique générale du bâtiment et l'électricité de la partie des bureaux ont été changées le 15/11/2023 par la SARL Électricité Générale Théophile (numéro de facture : FA02406). La mise aux normes de la partie Machine/Atelier est en cours car l'exploitant est en train de changer une chaîne de traitement ainsi que son armoire électrique. Un devis concernant la mise en place d'une nouvelle ligne électrique (en date du 10/10/2024 ; référence : DE02173) a été signé par l'exploitant le 09/12/2024.

Constat :

- L'installation électrique est non conforme : le dernier rapport indique des écarts qui sont à corriger.
- La non-conformité relevée lors de la visite du 18/02/2022 est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Autosurveillance - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.8.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance - Désenfumage

Prescription contrôlée :

La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante :

- Équipements de prévention et de lutte contre l'incendie :

[...]

- moyens d'intervention (extincteurs mobiles, désenfumage) : 12 mois.

[...]

Constats :

Constat du 14/03/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant présente le dernier rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie en date du 04/07/2024 (référence : 11602266/3.2.1.R.). Il conclut qu'il y a des écarts. Ces derniers ont été réglés par l'exploitant. Le site ne possède pas de bonbonne de dégazage, l'ouverture des exutoires se fait manuellement ou se déclenche lors de la casse d'un câble.

L'exploitant indique qu'il va mettre en place un dispositif de détection incendie pour juillet 2025.

L'implantation des exutoires et leur dispositif de commande ne sont pas affichés sur le plan général du site.

Constat :

- L'installation ne possède pas de détecteur incendie.
- L'exploitant n'a pas affiché la localisation de l'implantation des exutoires sur le plan de masse, ni leur dispositif de commande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Conformité - Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article 1.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité - Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de prévention [...] <i>Protection contre la foudre</i> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 18/02/2022 :</u> Mettre en œuvre les recommandations de l'Etude Technique Foudre. <u>Réponse de l'exploitant du 09/05/2022 :</u> "- Lecture et compréhension des risques foudre suite à l'Étude Technique Foudre - Suite à la réalisation de l'étude technique Foudre, nous avons pris connaissance des recommandations suggérées. Nous avons, également, pris connaissance de la recommandation concernant le contrôle portant sur la conformité de la réalisation des travaux."</p> <p><u>Constat du 14/03/2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant indique que le dispositif de protection contre la foudre a été posé après la dernière visite de vérification électrique en date de juillet 2024. Lorsque le Bureau Veritas viendra pour la vérification annuelle de l'installation électrique du site, l'attestation de la conformité de réalisation des travaux réalisés sera effectuée.</p> <p>Constat : Le contrôle annuel des équipements de protection contre la foudre n'est pas réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé : - la preuve de commande auprès du Bureau Veritas ; - le rapport de vérification de l'ensemble des installations électriques du site, incluant le dispositif</p>

de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]
Constats : <u>Constat du 14/03/2025 :</u> Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que les extincteurs de l'atelier sont accessibles, sauf celui situé à gauche de l'entrée (N°2) qui se trouve derrière une table. Constat : L'extincteur N°2 est rendu inaccessible par la présence d'une table. Il doit être situé sous son panneau de signalisation et être accessible en toute circonstance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Etat des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.II.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des installations
Prescription contrôlée : <u>II. Consignes d'exploitation</u> [...] - la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement

et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 14/03/2025 :

Lors de la visite de l'atelier de traitement de surface, l'inspection des installations constate que les cuves de la chaîne de traitement sont endommagées au niveau de la résine extérieure composant notamment les coins. Certaines rétentions sont également communes pour des acides et des bases.

L'exploitant indique que les poches intérieures ont été changées il y a quelques années. Toutefois, les cuves en résine datent de plus de 30 ans.

Témoignage : L'exploitant explique que les chaînes s'arrêtent le week-end et se rallument en semaine dès 3-4h du matin. Des caméras intérieures et extérieures permettent de vérifier le bon fonctionnement des chaînes de traitement.

Constat :

- Les bassins de traitement en résine des chaînes 1 et 3 ont, pour certains, leur résine extérieure endommagée.
- Les rétentions doivent empêcher les mélanges entre les acides et les bases, en cas de fuite ou de débordement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours